



# Communiqué de presse

## Voici venue l'heure des bilans pour la majorité du conseil général du Nord

Les agents de la Maison départementale des personnes handicapées (MDPH) sont en lutte depuis maintenant un an et demi. En lutte pour la préservation du service public destiné aux personnes en situation de handicap et leurs familles. En lutte pour l'amélioration de leurs conditions de travail et la préservation de leur santé. En lutte contre la précarité, dont plus du tiers d'entre eux sont victimes.

Un an et demi au cours desquels la direction de la MDPH, chapeautée par Mme Laurence Lecomte, et le conseil général du Nord, pris en la personne de M. Jean-Luc Chagnon, vice-président chargé des personnes en situation de handicap, qui assure la tutelle administrative et financière de la maison et préside sa commission exécutive (COMEX), ont largement fait la preuve de leur entêtement aveugle et sourd.

**La campagne électorale pour les élections cantonales s'ouvre aujourd'hui. Il est temps pour l'actuelle majorité socialiste, comme pour les élus qui l'ont soutenue, de rendre des comptes !** Il est également temps pour leurs « compétiteurs » de prendre position et des engagements forts visant à garantir à la fois un service public de qualité aux personnes en situation de handicap et à leurs familles, ainsi que des conditions d'emploi et de travail dignes et acceptables au personnel à qui la charge en est confiée.

Il ne suffit pas, en effet, de se proclamer « *plus proche* » et « *plus juste* » pour l'être effectivement.

Il ne suffit pas non plus de déclarer que « *le Département a tout mis en place pour répondre à un objectif prioritaire : faciliter le quotidien des personnes en situation de handicap et de leurs familles en rendant leurs démarches administratives plus aisées* » (*Le Nord, le magazine de votre département*, janvier 2011), ni d'affirmer que la majorité socialiste du conseil général « *a su mobiliser les moyens nécessaires à la mise en œuvre de la loi de 2005 [pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées] et organiser l'accès au droit de dizaines de milliers de personnes à travers la création de la Maison Départementale des Personnes Handicapées* » (article de la rubrique « Cantonales » du site de la Fédération du Nord du Parti socialiste, 2 février 2011) pour que la réalité corresponde à ce qu'on énonce.

Il est facile de se dire en lutte contre « *les dégâts de la politique gouvernementale* » (*La Voix du Nord* du 22 février 2011), quand tant d'actes et de décisions – notamment en matière de gestion de service public et des agents – la singent au contraire.

Depuis près d'un an et demi, le personnel de la MDPH soutenu par l'intersyndicale dénonce<sup>1</sup> :

- **Une organisation du travail bureaucratique et tayloriste, conçue en laboratoire, imposée sans aucune concertation**, qui n'a permis ni la résorption des stocks de dossiers en instance de traitement (qui sont actuellement encore impressionnants), ni la réduction des délais de traitement des demandes des usagers (qui restent exceptionnellement longs), ni les difficultés liées à leur accueil et à leur information (qui sont aléatoires et compliqués), mais qui a considérablement appauvri les tâches et fonctions des agents, nié et fait fi de leur technicité et de leur savoir-faire, brisé les solidarités de travail, engendré des difficultés dans le traitement de certaines demandes, centré les services de l'évaluation sur les cas « rentables », etc., et a conduit à des situations dramatiques (notamment pour ce qui concerne le secteur de l'enfance) et à une très nette

<sup>1</sup> Voir le riche document élaboré par les agents de la MDPH en vue d'une rencontre avec M. Chagnon en date du 10 novembre 2010, joint à ce communiqué.

augmentation des plaintes et des réclamations (« Je n'en ai jamais reçu autant que depuis la réorganisation » a déclaré M. Chagnon lors d'une rencontre le 10 novembre 2010).

- **Une gestion du personnel infantilissante et brutale**, qui fait toute sa place au maniement de la carotte et surtout du bâton (« Mme Lecomte [directrice de la MDPH] a mené des réorganisations de directions techniques du conseil général d'une main de fer » a déclaré M. Chagnon lors de la même rencontre du 10 novembre 2010), qui fatigue et démotive le personnel, accentue la dégradation de ses conditions de travail et altère son état de santé<sup>2</sup>, à tel point que les médecins en charge de son suivi s'en inquiètent sérieusement.
- **Une précarité extrêmement forte et imposée en toute illégalité à plus de 30 % du personnel** de la MDPH, quand la moyenne nationale pour la fonction publique territoriale – déjà élevée – est évaluée à près de 20 %.
- **Un monologue social qui a totalement remplacé le dialogue social**. A la MDPH, tout est décidé en haut, sans aucune concertation. Les agents de la maison ne bénéficient à ce jour d'aucune institution représentative du personnel élue...

En réponse, nous n'avons eu droit qu'au silence et au mépris. Nous n'avons obtenu – de haute lutte, après plus d'un an de mobilisation – l'ouverture d'un espace de dialogue que le 10 novembre 2010, où nous avons pu exprimer nos revendications à un représentant de M. Derosier et à M. Chagnon, qui dès la deuxième rencontre, le 15 décembre 2010, après quelques annonces aussi imprécises qu'empressées (sur la précarité et la représentation du personnel, mais à aucun moment sur l'organisation et les conditions de travail), a disparu de la circulation. Au point qu'il n'a même pas daigné nous adresser le « relevé de conclusions » qu'il avait pourtant promis... Le silence et le mépris, toujours.

L'intersyndicale met, par conséquent, à nouveau en garde le conseil général du Nord et son exécutif, contre les risques qu'ils prennent en privilégiant ainsi le déni de réalité, la surdité, l'aveuglement et le passage en force, qui n'est pas sans rappeler la politique menée par le gouvernement en direction des agents de la fonction publique d'Etat (refus des discussions, mise en œuvre unilatérale et brutale de la révision générale des politiques publiques, promotion de la politique du chiffre et de la « culture du résultat », etc.). En substituant le dialogue de gestion au dialogue social et la politique de l'affichage et du chiffre à l'amélioration réelle du service public et des conditions de travail, leurs représentants empruntent un chemin dangereux, à mille lieux des professions de foi et des valeurs de dialogue et de progrès social qu'ils prétendent défendre en campagne électorale.

M. Jean-Luc Chagnon, lui-même candidat dans le canton de Valenciennes-Nord, déclarait au mois de janvier 2010 : « *Je regarderai avec attention les résultats [de la réorganisation de la MDPH] y compris en terme d'ambiance* » (*Nord Eclair*, « Conflit à la Maison départementale du Nord », 20 janvier 2010).

Nous regardons, nous aussi et depuis plusieurs mois, les choses avec attention, sérieux, sens du service public et nous avons fait les comptes : le bilan de la majorité et de l'exécutif du conseil général du Nord est largement négatif !

**C'est la raison pour laquelle nous intervenons aujourd'hui dans le cadre de la campagne électorale qui démarre et interviendrons à nouveau, aux côtés du personnel de la MDPH, pour interpeller les représentants du conseil général, candidats pour certains à leur réélection. Nous vous ferons prochainement connaître la date et l'heure de notre prochaine intervention.**

Lille, le 7 mars 2011

L'intersyndicale des syndicats  
CFDT Départementaux Nord  
CGT Conseil général du Nord / UNAS-CGT Sete Nord-Pas-de-Calais,  
SNUipp-FSU Nord,  
SUD Conseil général Nord / SUD Travail Affaires sociales (Solidaires Nord-Pas-de-Calais)  
UNSA Itefa

**Contact :** Guillaume Dautel (06 71 19 70 93 / [guillaume.dautel@directe.gouv.fr](mailto:guillaume.dautel@directe.gouv.fr))

<sup>2</sup> Voir la lettre que nous avons adressée à M. Chagnon le 15 juin 2010, qui détaillait notamment le résultat accablant d'une enquête par questionnaire que nous avons menée auprès des agents de la MDPH.